

Changement climatique et effondrement de la biodiversité : Position du syndicat Sud Recherche

Juillet 2023

L'économie capitaliste et productiviste à la racine d'une catastrophe écologique

Le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité en cours constituent une menace existentielle pour les sociétés humaines, partout sur la planète.

Le [GIEC rappelle](#) que le changement climatique est entièrement dû aux activités humaines, en particulier à l'utilisation massive d'énergies fossiles (notamment, gaz, charbon et pétrole) et à l'agriculture intensive (*via* par exemple la déforestation, l'élevage industriel et l'utilisation de machines agricoles surdimensionnées), au service d'une économie capitaliste et productiviste.

L'effondrement de la biodiversité (source : [IPBES](#)) depuis des décennies est largement dû aux mêmes causes et sera encore amplifié par les effets du changement climatique. Ces deux catastrophes en cours auront des conséquences toujours plus dramatiques pour les sociétés humaines (en particulier les plus vulnérables qui sont aussi les moins responsables) tant que leurs causes n'auront pas été traitées (voir [les positions](#) de l'Alliance Ecologique et Sociale)

Transformer radicalement nos sociétés passe aussi par repenser la recherche

Dans ce contexte, SUD Recherche **interpelle** les Établissements Publics à caractère Scientifique et Technologique (EPST) et les universités afin qu'elles mettent en place immédiatement une politique en cohérence avec leurs ambitions affichées, entre autres dans [le plan Climat Biodiversité et Transition Écologique](#) du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR). Ce plan préconise une méthode commune d'évaluation des émissions de GES et une réduction d'au moins 2% par an (si possible 5% par an) de ces émissions par chaque acteur du MESR.

SUD Recherche **encourage** ces efforts. Ils pourraient être amplifiés en se battant dès aujourd'hui pour favoriser une restauration collective issue de l'agriculture biologique et locale, pour attribuer des moyens (financiers, techniques, ou organisationnels) destinés à la rénovation thermique des locaux et au développement des mobilités douces. Néanmoins nous attirons l'attention sur le fait que les progrès nécessaires ne peuvent reposer uniquement sur des efforts individuels. Il ne faut pas non plus que la sobriété nécessaire soit un argument fallacieux présenté au personnel pour faire accepter une dégradation des conditions de travail liée à la réduction du budget de l'État.

Ce sont avant tout les politiques de recherche elles-mêmes qui doivent être repensées dans une optique de réduction des émissions et d'accélération des transformations sociales, sans pour autant sacrifier les impératifs de formation de la prochaine génération de scientifiques. Pour cela, il est incontournable de sortir de la logique de compétition tant nationale qu'internationale.

Il paraît maintenant évident qu'**il n'y aura pas de solution-miracle technologique aux questions écologiques**. Il paraît tout aussi évident, pour Sud Recherche, que **seules la sortie d'une logique de croissance et la diminution drastique de toutes les productions qui ne seraient pas orientées vers les besoins essentiels communs peuvent permettre d'imaginer et de construire des sociétés pérennes et justes, respectant les limites planétaires**.

Les questions qui se posent à la recherche publique sont multiples. Comment organiser la baisse de notre consommation de ressources ? Comment pouvons-nous interagir avec l'ensemble de la société pour contribuer à infléchir les orientations délétères actuelles ? Comme le [comité d'éthique du CNRS](#) nous pensons que le « monde de la recherche lui-même [doit] ouvrir en son sein un large débat sur ces questions. ». Mais pas seulement !

Les propositions de SUD Recherche

Sur ces deux sujets (réduire nos consommations et peser pour une bifurcation de la société dans son ensemble) les injonctions faites au monde de la recherche pour l'excellence et la production scientifique intensive sont une des sources du problème !

Concernant la quantification de l'empreinte écologique de nos recherches, les efforts récents portés par des initiatives comme [Labos1.5](#) soulignent l'impact des voyages aériens, des achats de machines et d'équipements et des grandes infrastructures de recherche. C'est une démarche dans laquelle s'inscrit depuis peu [le CNRS](#) par exemple. Mais, au-delà, la relocalisation des lieux de recherche ou le développement de vraies relations de collaboration avec nos collègues étranger-es, notamment celles et ceux du Sud Global peuvent réduire drastiquement nos déplacements. La fréquence et l'ampleur du développement de grandes infrastructures de recherche (satellites, synchrotrons, super-calculateurs, etc) ainsi que l'achat et la maintenance du matériel scientifique doivent être questionnées à l'aune de leur impact pour atteindre des activités de recherches compatibles avec les limites planétaires.

SUD Recherche **appelle les collectifs de travail de la recherche et de l'enseignement supérieur à se mobiliser** de manière urgente, dans quatre directions :

-1- mettre ces enjeux de changement climatique et de perte de la biodiversité dans la balance des recherches de financement, en s'affranchissant des projets les plus manifestement délétères.

-2- peser sur les politiques scientifiques de leurs établissements, tant pour sortir de la course à la « production scientifique », que pour optimiser la consommation de ressources, ainsi que pour faire cesser l'inféodation de la recherche publique à des intérêts financiers. Ces intérêts visent la croissance par la domination de la nature et ne peuvent donc conduire la société que vers encore plus de violence et de misère."

-3- conduire des réflexions sur l'élargissement des missions des équipes : ne plus produire du savoir seulement pour le diffuser par l'enseignement, mais le partager pour discuter librement de ses implications avec toutes les citoyennes et tous les citoyens.

-4- nos représentantes et représentants du personnel agiront pour rendre effectifs les engagements vagues et généraux pris par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche en ce qui concerne leurs responsabilités socio-environnementales (cf. les [statuts](#) de l'université de Toulouse).

Ce combat n'est plus une question d'opinion politique, c'est une question de survie.

Liens :

- Rapport 2023 du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ou IPCC Intergovernmental Panel on Climate Change) : <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/>
- Rapport 2020 de l'IPBES. (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services) : <https://doi.org/10.5281/zenodo.5906976>
- Le site de l'Alliance écologique et sociale : <https://alliance-ecologique-sociale.org/nos-propositions/>
- Plan climat-biodiversité MESR 2023 : https://services.dgesip.fr/fichiers/Plan_climat_MESR_4.pdf
- Avis du COMETS 2022 : <https://comite-ethique.cnrs.fr/avis-du-comets-integrer-les-enjeux-environnementaux-a-la-conduite-de-la-recherche-une-responsabilite-ethique/>
- Le site de Labos 1.5 : <https://labos1point5.org/>
- L'annonce de la mise en place du plan de transition du CNRS : <https://www.cnrs.fr/fr/cnrsinfo/transition-bas-carbone-un-plan-ambitieux-pour-le-cnrs>